

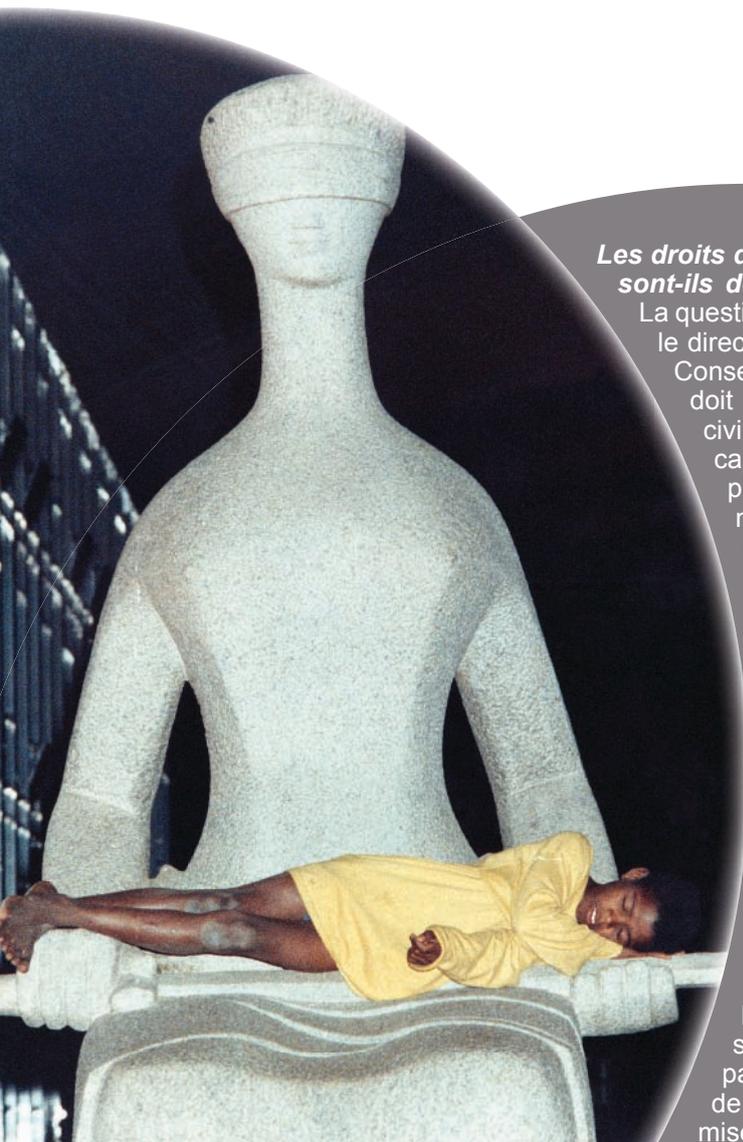


COLLOQUE INTERNATIONAL

La justiciabilité des droits sociaux : vecteurs et résistances

25 et 26 mai 2011

COLLÈGE DE FRANCE
PARIS



Les droits des pauvres sont-ils de pauvres droits ?

La question, posée il y a 20 ans par le directeur des droits de l'Homme au Conseil de l'Europe, Pierre Henri Imbert, doit être revisitée. Le clivage entre droits civils et droits sociaux tend à être remis en cause : des mouvements sociaux n'hésitent plus à revendiquer en justice le droit à la nourriture, le droit au logement ou aux soins ; des constructions intellectuelles nouvelles s'élaborent et repensent l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'Homme ; certains juges, internationaux comme nationaux, contribuent par leurs décisions à renforcer la justiciabilité, l'effectivité et l'opposabilité des droits sociaux. Ce mouvement, très identifié en Amérique du Sud ou en Inde se remarque également dans d'autres systèmes juridiques, notamment européens. Plus largement, il contribue à réinventer les mécanismes de protection des droits de l'Homme : comités « quasi-juridictionnels », adoption du protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, conceptualisation de notions nouvelles (travail décent, responsabilité sociale des entreprises). Ce colloque international sera l'occasion de discuter du rapport de recherches rendu par le CREDOF à la Mission Recherche Droit et Justice et l'ONPES le 30 novembre 2010 sur la justiciabilité des droits sociaux (www.droits-sociaux.u-paris10.fr). Il offrira l'occasion, par un croisement des regards, de repenser les usages sociaux du droit et le rôle du juge dans la mise en œuvre d'un « État de droit social ».

LA JUSTICIABILITÉ DES DROITS SOCIAUX : VECTEURS ET RÉSISTANCES

PROGRAMME

25 mai 2011

Matin

Un nouveau contexte pour la justiciabilité des droits sociaux

Présidence : Emmanuel Decaux, professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas

9h

Ouverture des travaux - Mireille Delmas Marty, professeure au Collège de France, titulaire de la chaire d'Études juridiques comparatives et internationalisation du droit

9h20-10h30

Rapports introductifs

• **Droits sociaux : éléments de définition** - Véronique Champeil-Desplats, professeure à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, directrice du CREDOF

• **La justiciabilité des droits sociaux : les obstacles classiques** - Diane Roman, professeure à l'École des hautes études en santé publique

Étude de cas :

• **Le droit à des conditions minimales d'existence** - Céline Fercot, docteure de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne-Université de Cologne)

• **L'affaire du Mininuma au Mexique** - Aline Rivera, doctorante à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Pause

10h50-12h30

Le témoignage des ONG - Sandra Ratjen, Commission internationale des juristes

Les analyses de la doctrine

• **La justiciabilité des droits sociaux : concept juridique et évolution jurisprudentielle** - Carlos Miguel Herrera, professeur de droit public à l'Université de Cergy-Pontoise, directeur du CPJP

• **Le droit social et les droits sociaux: des outils dissonants pour la régulation du social dans le contexte du néolibéralisme** - Lucie Lamarche, professeure titulaire, Chaire Gordon F. Henderson, Université d'Ottawa

Après-midi

Le droit international, vecteur de la justiciabilité des droits sociaux

Présidence : Danièle Lochak, professeure émérite de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

14h

Introduction : Les mutations du droit international - Sophie Grosbon, maître de conférences à l'Université François Rabelais, Tours

14h30-15h30

Les Comités des droits sociaux

• **Profils juridictionnels et effectivité des décisions du Comité européen des droits sociaux** - Luis Jimena Quesada, professeur à l'Université de Valence, président du Comité européen des droits sociaux -

• **Le comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies** - Philippe Texier, conseiller à la Cour de Cassation, membre du comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies

15h30-16h - Débat

Pause

16h20-18h00

Les juges régionaux et les droits sociaux

• **Étude de cas : la justiciabilité des droits sociaux en Afrique** - Emmanuel Guémarcha, doctorant à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

• **L'Amérique du Sud** - Víctor E. Abramovich, professeur à l'Université de Buenos Aires, membre de la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme

• **L'Union européenne** - Stefano Rodotà, professeur émérite, Université la Sapienza, président de la commission scientifique de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

• **Les droits sociaux et l'Union européenne** - Myriam Benlolo-Carabot, professeure à l'Université de Valenciennes,

• **« La Cour européenne des droits de l'Homme et les droits sociaux** - Carole Nivard, maître de conférences à l'Université de Rouen

18h00-18h30 - Débat

26 mai 2011

Matin

Les techniques internes de la justiciabilité des droits sociaux

Présidence : Ibrahim Kaboglu, professeur à l'Université de Marmara

9h-11h

Typologie des systèmes juridiques - Christian Courtis, professeur à l'Université de Buenos Aires

Études de cas :

• **Inde, Afrique du Sud** - David Robitaille, professeur agrégé à l'Université d'Ottawa

• « **Les droits à l'éducation et à la santé dans les pays arabes du Maghreb et du Moyen-Orient sont-ils justiciables ?** » - Imad Khillo, maître de conférence à l'Institut d'Études politiques de Grenoble

Pause

11h20-12h15

Typologie des procédures juridictionnelles

Intervenants : Malcolm Langford, chercheur, Université d'Oslo ; Gerardo Pisarello, professeur à l'Université autonome de Barcelone

Discutant : Carlos Molina, professeur à l'Université de Medellín.

12h15-12h30 - **Débats**

Après-midi

Le droit français et les droits sociaux

Présidence : Michel Borgetto, professeur à l'Université Paris II Panthéon Assas

14h15

Introduction : études de cas - Laure Camaji, maître de conférences, Université de Paris Sud, Serge Slama, maître de conférences, Université d'Evry

14h30-15h15

Le juge administratif français et les droits sociaux - Yves Struillou, conseiller d'État en détachement en service extraordinaire à la Cour de cassation ; Virginie Donier, professeure à l'Université de Franche Comté

15h30-17h - Le juge judiciaire français et les droits sociaux - Marc Pichard, professeur à l'Université de Lille 2, Xavier Prétot, conseiller à la Cour de Cassation, Alain Supiot, directeur de l'Institut d'Études Avancées de Nantes, membre de l'Institut Universitaire de France

17h30-18h30 - **Discussion**

• Robert Lafore, professeur à l'Université de Bordeaux IV Montesquieu

• Paul Bouchet, conseiller d'État honoraire, ancien président d'ATD Quart Monde

18h30 - **Fin des travaux**

ORGANISATION SCIENTIFIQUE

Diane Roman, professeure à l'École des hautes études en santé publique, chercheuse au CREDOF

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Michel Borgetto, professeur à l'Université Paris II Panthéon Assas ; Emmanuel Dockes, professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense ; Olivier de Frouville, professeur à l'Université Montpellier 1 ; Stéphanie Henneute-Vauchez, professeure à l'Université Paris Est ; Carlos Miguel Herrera, professeur à l'Université Cergy Pontoise ; Robert Lafore, professeur à l'Université de Bordeaux IV Montesquieu ; Daniele Lochak, professeure émérite de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense ; Dominique Thouvenin, professeure à l'EHESP, Sébastien Touzé, professeur à l'Université de Poitiers.

LIEU

Collège de France

Amphithéâtre Halbwachs
11, place Marcelin Berthelot
75005 Paris
Métro Cluny La Sorbonne

Entrée libre sous réserve de places disponibles

LANGUES DE TRAVAIL

Français et anglais (traduction simultanée)



Colloque organisé par le Centre de recherches sur les droits fondamentaux (CREDOF, Université Paris Ouest Nanterre La Défense), avec la Chaire Droit de la Santé et Ethique de l'Ecole des hautes études en santé publique avec le soutien de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) et de la Mission recherche (MiRe) de la Direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques (DREES) auprès du Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, du Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et du Ministère des solidarités et de la cohésion sociale.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Céline Lefebvre
celine.lefebvre@ehesp.fr
Tél. : + 33 (0)2 99 02 28 74

Renseignements sur le programme de recherche :
www.droits-sociaux.u-paris10.fr